

**Fragmentation des États et unités transnationales.
Le cas de la Galice et du Nord du Portugal**

ANA-MAR FERNÁNDEZ PASARÍN

Universitat Autònoma de Barcelona

WP núm. 228
Institut de Ciències Polítiques i Socials
Barcelona, 2003

L'Institut de Ciències Polítiques i Socials (ICPS) [Institut des Sciences Politiques et sociales] est un consortium créé en 1988 par la Diputació [Conseil général] de Barcelone et l'Universitat Autònoma [Université autonome] de Barcelone, cette dernière institution étant celle à laquelle il est attaché à des effets académiques.

“Working Papers” est l'une des collections publiées par l'ICPS, spécialisée dans la publication –dans la langue originale de l'auteur– de travaux en élaboration d'investigateurs sociaux, dans le but de faciliter leur discussion scientifique.

Leur inclusion dans cette collection ne limite pas leur postérieure publication par l'auteur qui préserve l'intégrité de ses droits.

Ce travail ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'auteur.

Edición: Institut de Ciències Polítiques i Socials (ICPS)
Mallorca, 244, pral. 08008 Barcelona (España)
<http://www.icps.es>

© Ana-Mar Fernández Pasarín

Dessin: Toni Viaplana

Imprimerie: a.bís

Travessera de les Corts, 251, entr. 4a. 08014 Barcelona

ISSN: 1133-8962

DL:

Introduction

Cette réflexion est née d'un constat: les États-nations ne sont pas des constructions homogènes. La diversité régionale est un élément intrinsèque aux États quelle que soit leur structure ou leur histoire. Différences démographiques, économiques, politiques et parfois même culturelles amènent à relativiser l'un des fondements de l'État moderne: le principe d'unité à l'intérieur des frontières politiques.

Ainsi, par exemple, le Portugal. Bien que les auteurs de l'historiographie nationale aient souvent considéré l'espace portugais comme un ensemble indifférencié, la diversité régionale constitue l'une des caractéristiques majeures de la réalité portugaise. Comme l'a souligné Pierre Birot, si l'on essayait d'établir un portrait bien défini du portugais "type", cet exercice aurait quelque chose d'artificiel. "Comment pourrait-on, en effet, y faire entrer à la fois, l'Alemtejanos austère, le Minhoto, qu'on dit le Flamand de la Péninsule, et l'homme d'Algarve, si semblable à l'Andalou?"¹.

Le Portugal est une terre de contraste. Contraste démographique entre un littoral à forte concentration de population et un intérieur en voie de dépeuplement où, sur un peu plus du quart de la surface totale (la zone s'étendant de Braga à Setúbal), vivent deux tiers de la population. Contraste économique également entre une frange côtière qui concentre les quatre cinquièmes du PIB, les neuf dixièmes de la production industrielle et des services et où se trouvent situés les principaux pôles de développement portugais (l'axe Porto-Lisbonne) et un *interland* confronté aux blocages des régions de vieille tradition agricole. Contraste politique enfin entre un Nord globalement conservateur où l'Eglise reste une puissance sociale fondamentale et un Sud progressiste où le taux de naissances hors mariage reste l'un des plus élevés d'Europe.

Dans le cadre de la péninsule ibérique, le cas de l'Espagne est tout aussi représentatif. Les zones périphériques concentrent environ deux tiers de la population sur moins d'un tiers du territoire national. Phénomène

ancien que les évolutions démographiques récentes ont tendu à confirmer et qui révèle une claire sectorialisation de l'espace, une accentuation des inégalités spatiales entre des zones centrales de croissance commerciale et industrielle et des zones périphériques où il existe une dévitalisation poussée et une prédominance du travail agricole de faible productivité. Comme au Portugal, seules les capitales de l'intérieur et, en particulier, le pôle madrilène, sont parvenues à contrer l'ampleur de ce phénomène. En 1985, les cinq provinces les plus développées du pays (Madrid, Barcelone, Biscaye, Guipuzcoa et Valence) fournissaient approximativement 42% de la production totale et 55% du revenu national².

Les données observées aujourd'hui sont le résultat de données complexes de l'histoire économique et politique du pays. Le développement du commerce maritime, le processus d'accumulation capitaliste dans quelques pôles urbains, la politique d'industrialisation et d'infrastructure publique (notamment la construction des principaux axes de communication) qui s'accéléra à partir des années 60 et, surtout, l'intensification des flux migratoires internes qui ont secoué le pays depuis les années 1940, mouvements nourris par un exode rural important, sont autant d'éléments qui ont contribué à l'essor des zones littorales au détriment de l'arrière-pays.

Cette hétérogénéité de type économique et sociale se double d'un contraste sur le plan politique. L'unité politique, réalisée au début des Temps Modernes, a rassemblé dans le même ensemble étatique des régions très différentes de par leurs traditions historiques, leur culture et, dans certains cas, leur langue. Malgré les efforts centralisateurs de la monarchie, notamment sous la dynastie des Bourbons, les tendances régionalistes à l'autonomie, voire même à l'indépendance, y furent toujours très vives, notamment dans les régions périphériques: Pays Basque, Catalogne et dans une moindre mesure la Galice. Dans ces deux premières régions, le mouvement autonomiste voire séparatiste est si fort qu'il modèle des systèmes de partis tout à fait particuliers. Dans ces "centres économiques distincts et en conflit avec le centre politique", le développement économique et la périphérisation politique ont eu comme

effet de mobiliser une importante partie de la population en vue de la réalisation d'un projet nationaliste³.

De tous temps, l'histoire de l'Espagne a porté l'empreinte de cette opposition⁴ que rappelle cette célèbre formule "Espagne, État-Nation ou État de Nations": la tension récurrente entre un centre mû par le souci de constituer un État espagnol unitaire et, d'autre part, une périphérie désireuse de faire valoir un particularisme historique longtemps muselé.

C'est dans ce cadre qu'il faut appréhender l'actuel Régime des Autonomies⁵. Mis en place en 1978, cet arrangement constitutionnel représente un compromis juridique entre les partisans du maintien d'un pouvoir central fort et les tenants d'un véritable fédéralisme. Une fois adoptés les Statuts des trois nations dites historiques (Pays Basque, Catalogne et Galice), les Pactes Autonomiques de 1981 ont étendu le principe d'autonomie territoriale à l'ensemble du territoire national. Malgré l'important flot de critiques soulevées par la généralisation du processus, notamment en ce qui concernait la délimitation administratives des Communautés Autonomes (CC.AA) nouvellement créées⁶, le Régime des Autonomies n'en demeure pas moins un processus continu dans lequel la décentralisation administrative s'est accompagnée d'importants transferts de compétences et de ressources ainsi que de la création de véritables consciences régionales. Désormais, les CC.AA ont une capitale politique, siège du Parlement et du Gouvernement autonomes. L'administration s'est trouvée rapprochée des citoyens et de leurs problèmes et une classe politique s'est constituée qui est devenue crédible auprès de citoyens dont elles traitent les problèmes quotidiens. Pour reprendre la formule utilisée par Michel Drain, "L'Espagne moderne a cessé d'être invertébrée", elle y est parvenue par l'obtention d'un équilibre entre un pouvoir central fort et un pouvoir régional qui ne cesse de s'affirmer⁷.

Fragmentation des États et existence d'unités transnationales

Cette diversité qu'Emmanuel Todd qualifie d'anthropologique dans

son important ouvrage intitulé *L'invention de l'Europe*, n'est pas spécifique à la Péninsule Ibérique. Elle se reproduit dans la majeure partie des pays européens. Et ce faisant, elle nous rappelle que les États sont des constructions politiques forgées au fil des siècles et des avatars historiques. Les processus d'édification étatique et nationale ont rassemblé en leur sein des territoires et des peuples distincts de par leur culture, séparant, dans le même temps des ensembles adjacents dont la proximité géographique avait contribué à forger une certaine communauté de culture, de langue, socio-économique et même politique. Résultante de ces deux phénomènes, par ailleurs corrélatifs: l'existence simultanée d'ensembles étatiques fragmentés et, d'autre part, de socles homogènes qui débordent les cadres nationaux⁸.

Cette double constatation amène à s'interroger sur le pouvoir des frontières politiques: dans quelle mesure celles-ci peuvent-elles effacer une unité géographique, anthropologique et culturelle liée au temps long? Dans quelle mesure, les démarcations politiques parviennent-elles à différencier du fait de leur intégration dans leurs cadres nationaux respectifs, des régions limitrophes au départ similaires?

Etude de cas: la Galice et le Nord du Portugal

Notre choix pour tenter de soupeser cette idée s'est porté sur deux régions géographiquement voisines mais appartenant à deux États distincts: la Galice, région du Nord-Ouest de l'Espagne et le Nord du Portugal, région portugaise située au sud de la Galice.

Située à l'extrême nord-ouest de la Péninsule Ibérique, la Galice tire son originalité de son appartenance au domaine du climat atlantique et d'une certaine parenté culturelle avec les civilisations celtiques ainsi que par l'usage d'une langue propre dérivée du galaï co-portugais, le galicien. Région dont l'étendue est comparable à celle d'un État comme la Belgique, divisée depuis 1833 en 4 provinces (La Coruña, Pontevedra, Lugo et Orense), elle est, depuis 1978, constituée en Communauté Autonome.

A la différence de l'Espagne, le Portugal n'a pas de régions clairement délimitées. Mis à part les archipels atlantiques dont l'éloignement de la

métropole a contribué à les pourvoir d'une autonomie reconnue par la Constitution de 1976 et, dans une moindre mesure, l'Algarve (demeurée jusqu'au début du XIX^{ème} siècle un petit royaume autonome jumeau du Portugal), seule région du continent dont les limites ne sont pas mises en cause, aucune autre région portugaise n'est susceptible d'une définition incontestée.

En 1989 furent, néanmoins, constituées cinq régions de programme sur le continent. Les critères de leur découpage firent l'objet de nombreux débats portant moins sur les identités territoriales en jeu que sur des problèmes d'aménagement ou d'équilibre politique. La solution finalement adoptée consista en l'association du littoral et de l'arrière-pays pour les régions Nord et Centre et en la distinction d'une zone économiquement dynamique, celle de Lisbonne-Val de Tage, d'une aire déprimée, celle de l'Alentejo. Ces démarcations n'ont pas servi de cadre à l'établissement d'un véritable pouvoir à l'échelon régional. Pour le moment, ces structures administratives, outre le fait de présenter des disparités importantes, demeurent des émanations du pouvoir central sans de véritable représentativité⁹.

Le découpage administratif ne bénéficiant pas d'une réelle représentativité, nous avons choisi de nous baser sur un critère historique pour déterminer les "frontières" du Nord du Portugal. Aussi avons-nous décidé de porter plus spécialement notre attention sur le territoire correspondant à l'ancien Comté de *Portucale*. Outre son caractère historique, cet espace présente une certaine unité géographique, économique, culturelle et politique, distincte de celle du Sud portugais. Aujourd'hui cet espace comprend globalement les neuf districts suivants: Viana do Castelo, Braga, Vila Real, Bragança, O Porto, Aveiro, Viseu, Guarda y Coimbra

Notre démarche a consisté en une étude comparée de ces deux régions –Galice et Nord du Portugal tel que nous l'avons défini– d'un point de vue historique, culturel, socio-économique et socio-politique. L'objectif recherché par cette approche est double. En premier lieu, déterminer dans quelle mesure ces deux régions participent d'un socle anthropologique et

culturel commun. En deuxième lieu, analyser dans quelle mesure l'appartenance à deux ensembles étatiques distincts a produit une différenciation au sein de ce substrat, à l'origine, commun.

La Galice et le Nord du Portugal ou l'existence d'une unité transnationale

- **La Galice et le Nord du Portugal, une unité géographique**

La Galice et le nord du Portugal participent tout d'abord d'un ensemble géographique relativement homogène qui les différencie, au gré de transitions infinies (surtout dans le cas du Portugal) du reste de la Péninsule Ibérique: un relief fragmenté et compartimenté, un climat méditerranéen tempéré par la proximité de l'océan, une végétation boisée, etc. Dans tous ces domaines on retrouve les mêmes traits de structure, la même opposition, le même contraste entre les régions côtières et les régions intérieures, le même contraste entre le Minho et le Tras-os-Montes, qu'entre la Galice occidentale et orientale. Ce phénomène s'inscrit néanmoins dans un cadre plus large, celui de la similitude géographique entre régions des confins: le Portugal présente une géographie qui prolonge les grands axes péninsulaires. Ceci est également valable dans le Sud du Portugal, où l'on retrouve la même affinité entre la Beira Baixa et l'Alentejo et, l'Estrémadure espagnole.

- **La Galice et le Nord du Portugal, une histoire commune jusqu'au XII^{ème} siècle**

Au-delà de ces ressemblances géographiques, la Galice et le Nord du Portugal ont connu une histoire commune jusqu'au XII^{ème} siècle. Outre l'appartenance parfois mythifiée à la civilisation celtique qui, culturellement, unissait étroitement la Galice et le Nord du Portugal à l'Irlande, le pays de Galle et la Bretagne, il existe depuis l'époque romaine un facteur d'unité entre les différentes populations réunies dans le territoire créé au III^{ème} siècle PCN de la *Gallaecia*, province administrative de l'Empire romain, et qui plus tard serait appelée à couvrir le territoire de la future Galice et du Nord du Portugal. Unité nourrie par deux éléments: d'abord l'usage d'une

langue commune. C'est en effet à cette époque que s'est formé dans le nord-ouest de la Péninsule, le galici co-portugais, langue particulière à cette région du territoire ibérique. Le deuxième élément est la création, lors de cette organisation progressive du territoire, d'un réseau de chaussées romaines (à des fins militaires d'abord, commerciales, ensuite). Ces grandes voies de communication qui reliaient les principales villes du nord-ouest ibérique ont facilités les contacts et échanges entre ces deux peuples, longtemps restés isolés du reste de la Péninsule Ibérique.

La chute de l'Empire romain ne marqua pas le terme de cette histoire commune. La Monarchie suève (433-455) qui s'installa dans les régions les plus occidentales de la Péninsule Ibérique et l'éphémère royaume de Galice (1065-1072) dont l'étendue arrivait jusqu'aux rives du Mondego constituent les prochaines étapes de cette histoire en parallèle qui trouva finalement son terme au XIII^{ème} siècle avec la formation du royaume du Portugal et l'intégration de la Galice dans le royaume de León. Il faut noter à cet égard, le rôle joué par les Eglises de Braga et Saint-Jacques de Compostelle. La lutte intense qui opposa l'évêché de Compostelle à celui de Braga pour l'octroi de la condition de siège métropolitain du fragile royaume de Galice constitua l'un des facteurs déterminant de l'élan du Portugal vers son indépendance.

- **Galice et Nord du Portugal, la similitude des activités productives traditionnelles**

- a. Un système agraire tourné vers l'autoconsommation*

Malgré une évolution politique divergente depuis le XII^{ème} siècle, la Galice et le Nord du Portugal ont conservé des traits communs. Dès le XVII^{ème} siècle, l'activité économique prépondérante dans ces deux régions, surtout dans les zones côtières, sera une agriculture basée sur un système de polyculture à haut rendement. Ce type d'économie n'est pas le fruit spontané du milieu, mais résulte d'apports successifs¹⁰, le plus décisif ayant eu lieu à la fin du XVI^{ème} siècle avec la révolution du maïs et l'introduction de l'haricot. Il consiste en une production ininterrompue et poursuit deux objectifs principaux. D'une part, trouver un système qui

permette de répondre au défi démographique auquel se trouvent confrontés tant la Galice que le Nord du Portugal dès la fin du XVIII^{ème} siècle. Des taux de natalité modéré alliés à des taux de mortalité relativement bas ont provoqués la croissance d'une population sur un espace à peu près inextensible (surtout dans le cas de la Galice) et, en conséquence, le besoin de pourvoir à son alimentation. D'autre part, trouver une formule d'exploitation qui permette d'assurer plusieurs récoltes par an de manière à supporter les charges imposées par le régime foncier.

b. Le régime foral galicien et nord-portugais

Les régimes fonciers galicien et nord-portugais se sont longtemps caractérisés par la prédominance de la tenure à long terme sous la forme de foro. Il s'agit d'un système par lequel la terre était cédée aux agriculteurs pour un terme long, en échange d'une rente fixe en espèces. En Galice, près de deux tiers des terres auraient été régies par cette forme particulière de bail, le tiers restant étant soumis à une pleine-propriété exempte de toute charge foncière. Dans le Nord du Portugal, et plus spécialement dans le nord-ouest, le foro constituait également un des types fondamentaux de rente. Au début souvent temporaire, le foro acquit avec le temps un caractère permanent¹¹. Les contrats seraient désormais systématiquement renouvelés, souvent de père en fils ou de père en gendre.

La grande stabilité quant à l'usufruit de la terre donnera à la paysannerie la sécurité morale nécessaire et l'encouragera à appliquer tous ses soins à la terre. Cette rente territoriale constitua pendant longtemps l'axe de la structure de la propriété de la terre tant en Galice que dans le Nord du Portugal. De fait, elle survécut même à la réforme agraire libérale du XIX^{ème} siècle. Si les *desamortizaciones* de 1835 et 1855 en Espagne et les *desamortizações* de 1834 au Portugal déposèrent effectivement l'Eglise catholique de ses biens fonciers, en Galice et dans le Nord du Portugal, elles se traduisirent par le transfert du droit de perception des rentes aux nouveaux bénéficiaires, la bourgeoisie et, dans une moindre mesure, la petite noblesse rurale. Dans la pratique, il n'y eut donc pas de réel changement de la condition paysanne: l'usufruit stable de

l'agriculteur sur ses terres est respecté. Seuls les bénéfices des rentes ont changé de main. Le système perdurera durant tout le XIX^{ème} siècle et partie du XX^{ème} siècle.

c. Une structure foncière minifundiaire

Dès le XVIII^{ème} siècle, l'exiguïté de l'exploitation est un trait dominant du paysage agraire galicien. En 1972, la taille moyenne des exploitations s'élève à 6,4 ha. L'émiettement foncier est encore aggravé par le morcellement parcellaire qui est la règle de ces exploitations agricoles déjà minuscules (les minifundios): en 1972, une ferme galicienne comptait en moyenne dix-huit parcelles, la plupart d'entre elles ayant une taille inférieure à 0,5 ha. Selon le recensement agraire de 1999, 37,9% des exploitations agricoles galiciennes avaient une superficie comprise entre 1 et 5 hectares¹².

Le phénomène est également présent dans le Nord du Portugal, région d'individualisme agraire où prédomine la petite exploitation agricole, morcelée à l'extrême dans le Minho limitrophe de la Galice. En 1931, Pina Manique dans son étude sur la propriété rurale au Portugal nous donnait l'état de la division foncière avec dans le littoral nord une moyenne de 3,4 ha par propriétaire, moyenne nettement inférieure à la moyenne nationale de l'époque (13 ha) et surtout à la taille moyenne des exploitations du sud du pays (Beja, 39 ha; Evora, 52 ha; Setúbal, 32 ha). Comme en Galice, à l'exiguïté des exploitations, il faut encore ajouter son extrême parcellisation: une ferme nord-portugaise compte en moyenne dix parcelles, la plupart couvrant une superficie moyenne de 0,37 ha.

Le rôle des systèmes d'héritage traditionnels

Dans son étude "Célibat et condition paysanne", Bourdieu écrivait: "A toute famille paysanne se proposent des fins contradictoires, la sauvegarde de l'intégrité du patrimoine et le respect de l'égalité des droits entre les enfants. L'importance relative que l'on accorde à chacune de ces deux fins varie selon les sociétés ainsi que les méthodes employées pour les atteindre"¹³. En Galice et au Nord du Portugal, régions qualifiées par Todd dans son importante étude sur les systèmes familiaux européens, de zones

de “famille souche” c’est à dire de “[régions où] les relations entre parents et enfants sont de type autoritaire et les relations entre frères de type non égalitaire [...] la transmission à un seul enfant de la maison, et le plus souvent de la totalité de la terre, exprime l’indifférence au principe d’égalité”¹⁴, la millora et le morgado (officiellement supprimé par la Code Civil portugais de 1867), le privilège consenti à l’un des héritiers en vue de la préservation du patrimoine familial restent l’un des piliers fondamentaux du système successoral. Pour certains auteurs tel Lisón Tolosana (1971), ce mode de succession constitue l’une des causes majeures du phénomène émigratoire. D’autres auteurs comme Rodríguez Campos (1982) ont soutenu l’hypothèse exactement contraire, affirmant que l’émigration a eu comme conséquence directe la généralisation de ce système.

Au-delà de ce débat, ce qu’il est important de souligner c’est la prégnance de cet usage au sein d’une classe sociale bien définie, celle des “moyens propriétaires”. Il s’agit des personnes qui possédant une exploitation plus importante que la moyenne désiraient en préserver l’unité. Dans une étude de Descamps, sont reportées à ce sujet les observations d’Andrade Borges qui a longtemps étudié la zone du “Barroso” au Tras-os-Montes: “It’s only when a family owns enough land to be self sufficient, that the property, instead of being subdivided (among the heirs) is left unshared, at the price of the celibacy of many! This requires a strong education based on the father’s authority, and developping the attachment to traditions, the love for labour and for the family, sobriety and religiosity”¹⁵. Le fils aîné héritait alors en général de la maison et des terres. Quand au sort des cadets, celui-ci dépendait selon que la famille dispose ou non d’une certaine aisance financière. Dans le premier cas, ils recevaient une somme équivalente en espèces et quittaient le toit familial. Dans le deuxième cas de figure, ils quittaient leur foyer les mains vides et allaient bien souvent alimenter l’important flot d’émigrés ou alors, rentraient dans les ordres ecclésiastiques.

A l’inverse, et spécialement dans le Nord du Portugal, le domaine des plus petits propriétaires –qui représentaient la grande majorité de la

population— était bien souvent fractionné en parts égales entre les héritiers. A chaque génération, la terre s'est ainsi trouvée fragmentée en de minuscules portions qui ont accentué la prolifération de ces exploitations de taille à l'origine déjà réduite. En Galice, la coutume forgée au fil des siècles a donné lieu à la complémentarité des deux systèmes d'héritage: l'avantage consenti à l'un des héritiers par la millora se trouve bien souvent corrigé par le partage de chacune des parcelles.

Ainsi, si nous récapitulons, la Galice et le Nord du Portugal se caractérisent tous deux par la présence de ces exploitations minuscules parcellisées à l'extrême, les minifundios, caractéristiques de tout le nord-ouest ibérique, sur lesquelles viennent se greffer un système agraire complexe, très ancien et d'une étonnante capacité à nourrir une forte densité de population: polyculture associant étroitement l'élevage des bovins à la culture du millet et à l'exploitation des landes, système intensif disposant de techniques élaborées pour maintenir la fertilité des terres arables. L'arrivée des plantes américaines, notamment du maïs, allait porter à son point le plus élevé l'aptitude de ce système agricole à supporter l'alimentation d'une famille plus ou moins élargie ainsi que les dîmes, rentes et autres charges annexes, imposées par le régime foral. Cette production intensive est obtenue une dépense énorme en labeur humain notamment de la part de la femme, qui constitue, tant en Galice que dans le Nord du Portugal, l'un des piliers de l'exploitation familiale.

La révolution libérale amorcera la suppression du régime foral, permettra l'accès de la paysannerie à la pleine-propriété de la terre, le début de son insertion dans le marché espagnol et portugais mais ne modifiera pas les caractères fondamentaux de l'agriculture galicienne et nord-portugaise: la prolifération de micro-exploitations tournées essentiellement vers l'autoconsommation, et bien souvent encore, subdivisées à chaque génération. Selon Barreiro, même si l'émigration en a assez tôt atténué les effets, cette désagrégation de l'espace ne pouvait devenir, après un certain seuil, qu'un facteur de régression et d'appauvrissement, le minifundio empêchant le développement d'une économie de marché¹⁶.

- **La Galice et le Nord du Portugal ou une même sectorialisation de l'espace**

Tant en Galice que dans le Nord du Portugal tendent à se reproduire les grands déséquilibres péninsulaires provoqués par ce que Michel Drain nomme le «phénomène de littoralisation»¹⁷ et qui se traduisent par une concentration croissante de la population, de la production et de la richesse dans un nombre restreint de pôles majeurs situés le long de la côte atlantique.

En Galice, la présence d'une population élevée, l'introduction de nouvelles cultures, mais aussi l'isolement dans lequel elle a longtemps été confinée, ont poussés cette région, adossée, comme son voisin du sud, au continent, à se tourner vers le grand large et à développer ses côtes au détriment des zones intérieures. Ce contraste ancien se fera plus net dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle et s'aggraverait spécialement à partir des années 60, en rapport avec l'intégration progressive et dépendante de la Galice dans le marché intérieur espagnol.

Le déplacement des populations s'est essentiellement réalisé au profit des provinces de La Coruña et de Pontevedra. L'exploitation industrielle du poisson et des activités afférentes ont permis le décollage d'une industrie articulée le long des principaux axes de communication (axe Ferrol-Tui). Face à ces superficies densément peuplées, subsistent une multitude de petites localités rurales qui ont conservé les méthodes agraires traditionnelles, insuffisantes cependant pour maintenir un taux de croissance démographique constant et alimentant, de ce fait, l'exode rural.

Au Portugal, le contraste entre les régions littorales et celles de l'arrière-pays est également ancien. La position du Portugal, situé entre l'Atlantique et le puissant voisin espagnol, l'a traditionnellement conduit à se tourner vers le grand large et à tourner le dos au continent. Le glissement de la population de l'intérieur vers le littoral s'est ici surtout fait au bénéfice de Lisbonne et de la région de Porto-Braga.

La polarisation de l'industrialisation sur le littoral provoquera dans le Nord du Portugal comme dans le reste du pays, le glissement de la population vers la côte avec pour corollaire une dévitalisation poussée des

zones intérieures. Les villes de ces régions intérieures ne sont pas rares mais elles sont minuscules, manquent de dynamisme réel, souvent cantonnées dans leur fonction administrative de capitale de district. L'absence de villes importantes associée au faible développement des axes de communication expliquent, comme en Galice, l'exode rural qui frappa ces régions à partir des années 1950. La Beira intérieure, le Trás-os-Montes et même le Minho furent les principales régions d'émigration du Portugal. D'abord dirigée vers le Brésil, les départs se feront, à partir des années 1960, vers l'Europe du Nord, principalement vers la France.

Si le contraste entre régions littorales et intérieures est bien un trait commun entre la Galice et le Nord du Portugal, il existe, cependant, lié à l'insertion spécifique de ces deux régions dans leur ensemble national respectif, une différence essentielle entre ces deux territoires adjacents: la Galice, en Espagne, fait figure de périphérie éloignée et dépendante du centre. Le Nord du Portugal, en revanche, est souvent considéré comme la partie économiquement dynamique du Portugal (spécialement la région de Porto).

Lorsqu'on se penche sur les différentes analyses consacrées à l'étude du cas galicien, une phrase semble revenir fréquemment, celle d'*estancamiento* socio-économique. En dépit de conditions favorables dont la présence d'une main d'œuvre abondante, la tradition du commerce maritime et l'importance des industries de transformation (hydroélectricité), les industries galiciennes n'occupaient en 1991 que 15,6% des actifs (contre 22,6% en Espagne).

Concentrées dans quelques grandes villes du littoral, elles tirent leur origine d'initiatives extérieures à la région. A Vigo, l'influence des Catalans au XIX^{ème} siècle sur le développement des salaisons de poisson, a été très importante. C'est à l'initiative de l'État que revint l'arsenal de la marine de Ferrol implanté au XVIII^{ème} siècle (et récemment clôturé au profit du site naval de Cartagène dans la province de Murcie) ou que furent créés trois pôles de développement dans le courant des années 60. A l'heure actuelle, le secteur primaire est toujours essentiel. Sa productivité (en particulier, celle de l'agriculture) reste cependant faible par rapport à la

population active employée dans ce secteur. En 1991, le secteur agricole reste à la fois prédominant puisqu'il rassemblait encore le tiers des actifs (30,2%) et même plus de 40% dans les provinces orientales, et résiduel puisqu'à la même date les deux tiers des actifs avaient plus de 55 ans.

Les répercussions socio-économiques du manque de naissances seront spécialement accusées dans les zones intérieures où le taux des personnes de plus de 65 ans dans le monde rural est passé de 9,46% en 1960 à 14,92% en 1970. A l'intérieur même des ensembles provinciaux, des différences existent: ainsi alors que les plus de 60 ans représentaient 16,50% de la population du Concello de Lugo en 1975, dans l'ensemble provincial la même année le pourcentage s'élevait à 22,38%. Le processus de vieillissement de la population, la progressive inversion de la pyramide des âges aura nombre de conséquences: baisse de la productivité, faiblesse des innovations techniques, dépendance accrue vis-à-vis de la sécurité sociale agraire, plus grande pression sur la population active et prégnance du conservatisme socio-politique.

Souvent considérée, comme nous disions, la partie active et développée du Portugal, le Nord du Portugal demeure cependant encore éminemment rural. La répartition de l'emploi par secteurs témoigne du maintien de l'importance du secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêche) dans le Nord du pays: cinq districts du nord atlantique et intérieur – Vila Real (53%), Viana do Castelo, Bragança, Viseu et Guarda (44%) connaissaient en 1981 un taux d'emploi dans ce secteur très supérieur à la moyenne nationale (28%) avec une population agricole dont la moyenne d'âge se situait aux alentours des 58 ans.

Ce phénomène de vieillissement de la population tend à s'expliquer tant en Galice comme dans le Nord du Portugal par l'important flot émigratoire qui a frappé ces régions depuis la fin du XVIII^{ème} siècle.

La Galice et le Nord du Portugal, contrées d'émigration

L'émigration de type économique qui frappa la Galice et le Nord du Portugal dès la fin du XVII^{ème} siècle acquit une telle proportion que certains auteurs y virent même le destin de deux peuples.

Au départ, l'émigration était saisonnière. Les galiciens et les minhotos

allaient couper le blé en Castille, en Andalousie ou en Alentejo. Les causes de cette émigration étaient essentiellement à rechercher dans les blocages d'une structure socio-économique où l'importante augmentation de la population n'était pas suivie par les investissements nécessaires qui auraient rendus possible une plus grande productivité. Environ 30.000 galiciens, principalement en provenance de l'intérieur (Orense, Lugo et Saint-Jacques de Compostelle) se dirigeaient ainsi annuellement vers la Castille.

Au XIXème siècle, le phénomène de l'émigration perdit son caractère temporaire et acquit une portée sans précédents.

Difficilement quantifiable en raison de l'absence de statistiques valables, l'émigration transocéanique –premier de ces grands mouvements migratoires– est le phénomène migratoire le plus important que la Galice ait jamais connu. Entre 1850 et 1900, on évalue à près de 500.000 le nombre de personnes qui ont émigrés vers le continent américain. Entre 1911 et 1970, ce taux s'élève à 1.187.247 galiciens, soit 34% du total espagnol. Cette première vague d'émigration massive et, bien souvent définitive, a surtout concerné les provinces occidentales: entre 1911-1964, 1.105.786 départs ont été enregistrés depuis les ports de La Coruña et de Vigo. Buenos Aires (600.000 galiciens en 1930), Caracas, Montevideo et le Brésil seraient les principales destinations de cette émigration essentiellement d'hommes en âge de travailler.

A partir des années 1960, l'émigration massive vers l'Europe industrialisée prit le relais du mouvement transocéanique. L'appel de main d'oeuvre pour les usines allemandes, belges, françaises, etc. en plein essor économique après la Seconde Guerre Mondiale attira les couches paupérisées de la Galice et du Nord du Portugal. On calcule ainsi que les émigrés provenant de Galice représentaient 23,26% du total des immigrés espagnols en Europe. La province la plus touchée par le phénomène émigratoire étant celle d'Orense (39,45% du total galicien), suivie par celle de La Coruña (34,01%).

L'émigration portugaise vers les autres pays européens, principalement du centre, réunit, pour sa part, un certain nombre de traits

spécifiques dont son arrêt tardif ainsi que son extraordinaire importance relativement à l'ensemble de la population portugaise. Selon Neto, près de 5 millions de portugais auraient émigré entre 1855 et 1979, essentiellement en provenance de la région Nord où 5 districts (Braga, Leiria, Porto, Viana do Castelo, Castelo Branco) rassemblent plus de la moitié des émigrants portugais. On évaluait à 859.438 le nombre de Portugais en France au 1er janvier 1983, soit 21% de l'ensemble de la population immigrée. Ici encore, il s'agit d'une émigration principalement masculine et qui touche essentiellement les districts du nord intérieur: près d'un quart des portugais vivant en France sont originaires du Tras-os-Montes¹⁸.

Dans aucun autre État de L'Europe méditerranéenne, l'émigration ne fut aussi massive. Selon Drain, ces proportions considérables, qui ne sont d'ailleurs que des évaluations compte tenu de la difficulté d'évaluer l'émigration illégale, s'expliquent en partie par l'allongement du service militaire lié aux guerres coloniales qui incitait plus que jamais les jeunes à quitter leur pays mais aussi parce que la crise qui affectait le Portugal touchait villes et campagnes et que seule Lisbonne et, dans une moindre mesure, Porto, étaient en mesure d'absorber une partie de l'exode rural¹⁹.

Les effets d'un tel bouleversement furent considérables sur la démographie, les mentalités et la structure de l'économie. En ce qui concerne la population du Portugal, le recensement de 1970 accusa, pour la première fois depuis 1864, un arrêt de la croissance. En dépit de l'arrivée en 1974 et 1975 de plus d'un demi-million de portugais des anciennes colonies, cette croissance ne devait plus jamais retrouver son rythme antérieur.

D'autre part, le caractère sélectif de l'émigration, essentiellement des hommes en âge de travailler, aura des conséquences sur la structure par âge, par sexe et professionnelle de la population²⁰. La substitution de la main d'œuvre masculine par celle des femmes a été très nette dans le secteur primaire. En l'absence du mari, du père ou du fils aîné, de nombreuses femmes ont dû prendre en main la survie de l'exploitation familiale.

Aujourd'hui, les galiciens et les portugais du nord n'émigrent plus mais

la femme reste toujours l'un des piliers de l'exploitation familiale. D'après l'enquête sur la population active de 1986, les femmes représentaient en Galice en 1984, 51,35% de la population active occupée dans le secteur agricole. Au Portugal, en 1980, 35,2% des femmes actives "avec profession" travaillaient dans l'agriculture²¹

- **La Galice et le Nord du Portugal, fiefs conservateurs?**

En Espagne, les élections législatives de 1977 et 1979 instaurèrent un système à quatre composantes: de gauche à droite: le PCE (*Partido Comunista Español*), le PSOE (*Partido Socialista Obrero Español*), l'UCD (*Unión de Centro Democrático*) et l'AP de Manuel Fraga Iribarne (*Alianza Popular*).

Lors de ces premières élections, les préférences électorales se dirigèrent vers le parti modéré de centre-droite UCD, formation politique démocrate-chrétienne issue de l'aile dite "libérale" de l'ancien appareil franquiste et selon Duverger et Van Laer, bien dans la ligne de l'adaptation de la droite espagnole au processus de transition démocratique²².

L'alternance politique qu'impliqua la victoire du Parti Socialiste (PSOE) en 1982 confirma *de facto* le caractère démocratique du processus amorcé en 1977. Les socialistes se maintinrent au pouvoir pendant près de quatorze années jusqu'au retour à la Présidence du Gouvernement lors des élections législatives de 1996 –retour confirmé en 2000– de la droite incarnée par le Parti Populaire et l'affirmation, comme autrefois de l'UCD, de son caractère centriste.

Comme l'ont souligné Duverger et Van Laer dans leur importante étude consacrée à la géographie électorale européenne, l'analyse des comportements politiques portugais dévoile quant à lui, une autre facette du contraste existant entre le Nord et le Sud du pays. A un Nord croyant, attaché aux valeurs familiales et à la tradition répond un Sud globalement athée, sans réelle attache, ni terre, ni famille.

Cette opposition se manifeste également dans la vie politique: le Nord a toujours été plus proche des partis conservateurs, de la droite dite classique, PPD-PSD (*Partido Social Democrata*) et CDS (*Partido de Centro*

Democratico Social). Le Sud plus progressiste a, pour sa part, traditionnellement été enclin à voter pour les partis de gauche (*Partido Socialista*) et d'extrême-gauche (*Partido Comunista portugues*).

Aujourd'hui, les deux seuls partis disposant d'une assise réellement nationale sont le PS et le PPD-PSD. Le relatif affaiblissement du catholicisme politique et du communisme montrent qu'à l'heure actuelle les Portugais également ont délaissé les extrêmes pour reporter leurs voix sur les deux partis qui se veulent le centre de l'échiquier électoral, le PPD-PSD (centre-droite) et le PS (centre-gauche). Par définition, des partis qui essaient d'avoir une base électorale la plus large possible comme le démontre l'hétérogénéité et la mobilité de leur électorat.

Le cas du Parti Socialiste est, dans ce sens, particulièrement clair. Depuis 1975, il présente une géographie équilibrée, sans véritables zones de faiblesse. C'est le seul parti ayant des élus dans tous les districts. Il s'épanouit, comme en France, dans les zones de transition séparant les bastions catholiques conservateurs des forts communistes. L'exemple de cette réalité est la zone centrée sur le Tage, qui constitue une véritable fracture idéologique entre deux 'nations'. Dans cette région intermédiaire, non dominée par un des blocs durs, le PS frôle la majorité absolue sur la zone de transition proprement dite pour diminuer de part et d'autre dans les fiefs communistes ou conservateurs²³.

Lors des élections législatives du premier octobre 1995, les socialistes conduit par Antonio Guterres remportèrent 43% des suffrages (109 sur 230 sièges), s'imposant ainsi comme première force politique du pays, suivis par les sociaux-démocrates du Premier ministre Silva avec 34% des voix, et des conservateurs du CDS-PP de Manuel Monteiro qui avaient recueillis 9% des suffrages. L'avancée socialiste s'est trouvée confirmée lors des élections législatives d'octobre 1999.

Au milieu de ce panorama péninsulaire, la Galice et le Nord du Portugal apparaissent comme deux fiefs conservateurs. La prédominance des partis dits de la droite classique est une constante de tout le nord-ouest ibérique. La droite (*Partido Social Democrata* et *Centro Democratico Social* dans le Nord du Portugal, *Parti Populaire* en Galice) y est

traditionnellement majoritaire, seulement concurrencée par les socialistes dans les zones fortement industrialisées du littoral galicien et nord-portugais (La Coruña, Ferrol, Vigo en Galice, Porto, Aveiro, Braga dans le Nord du Portugal) où l'importante concentration ouvrière et la présence de professions à forte tradition de solidarité (par exemple, les pêcheurs), ont créé les conditions favorables à l'extension du vote socialiste.

Dans les zones rurales, en revanche, la domination des partis de droite est particulièrement bien établie. Les partis conservateurs ont trouvé leur terrain dans les campagnes galiciennes et nord-portugaises caractérisées, comme nous l'avons vu, par la micro-exploitation, par des liens familiaux qui restent très forts malgré les fréquentes séparations dues à l'émigration, où l'Eglise reste une puissance sociale fondamentale et le poids des notables sur les esprits, considérable. Finalement, il s'agit d'une société complexe faite d'un tissu complexe de relations sociales diverses fondées sur des coutumes ancestrales encore très vivantes du fait d'un conservatisme latent encore largement dominant.

L'orientation politique du Nord du Portugal se traduit globalement par une prédominance des partis de droite, incarnés, comme nous l'avons précisé antérieurement, par le CDS et le PPD-PSD.

Créé en juin 1974 par un groupe en majorité issu des milieux universitaires proches à la fois de l'ancien régime salazariste et de certains milieux catholiques conservateurs, le CDS se pose en défenseur des valeurs traditionnelles de la société portugaise. Parti relativement faible et non hégémonique (au niveau national il n'a jamais dépassé 16% des suffrages, résultat atteint en 1976), le CDS couvre essentiellement le Nord du pays et plus spécialement les régions du Nord-Est (Guarda, Bragança et Viseu). Néanmoins depuis 1985, le déclin du CDS s'est entamé de façon drastique. Dans ses trois fiefs principaux, le CDS n'obtenait plus en 1995 que 9,37% des voix à Bragança, 11,47% à Viseu et 9,93% à Guarda. Cet important recul s'est essentiellement réalisé au profit de l'autre parti de droite, le PPD-PSD.

Indépendamment du sigle PSD ajouté à une époque où selon Pihno de Campos "le balancier de la vie politique penchait fortement à gauche"²⁴,

le PPD-PSD, formation qui appartenait à l'aile dite libérale du parti unique du régime dictatorial renversé le 25 avril 1974, est un parti de centre-droite et d'une bonne partie de la droite électorale²⁵.

Son assise électorale sur le continent a longtemps varié aux alentours des 25-30%. Seulement en 1987, son électorat, dont la mobilité est particulièrement notoire, a fait un bond spectaculaire passant à plus de 50% des suffrages, pourcentage encore accru lors des élections législatives de 1991 qui virent la victoire du parti social-démocrate d'Annibal Cavaco Silva avec 51% des suffrages (135 sièges sur 230).

Traditionnellement, ce parti concentre la majorité de son électorat dans le Nord et Centre Nord du Portugal. Ainsi, en 1983, il obtenait 43,7% des suffrages à Vila Real et 37,9% à Viseu. En 1987, on passe dans ces mêmes districts à respectivement 64,6% et 65,9% des suffrages. Selon Todd, l'existence d'un secteur déchristianisé suffisamment vaste semble y expliquer en partie le développement de la social-démocratie. Dans le Nord du Portugal où le CDS a longtemps incarné tout le poids réactionnaire, le PPD-PSD serait en effet apparu comme l'alternative de gauche du conservatisme. Ceci est d'autant plus intéressant que ces deux partis, qui ont gouverné ensemble de 1980 à 1983 (dans la coalition *Alianza Democrática*), partagent une idéologie plus ou moins similaire, la dénomination libérale attachée au PSD n'étant en effet souvent qu'une question de langage tant ils sont proches des conservateurs²⁶.

De même qu'en Galice, la victoire aux élections législatives des socialistes en 1983 n'altéra pas le poids spécifique de la droite dans l'intérieur nord du pays. Uniquement dans les zones urbanisées et industrialisées qui longent la frange côtière de Porto, Braga, Coimbra ou Aveiro (plus Lisbonne et Sétubal au centre du pays) et dans les capitales régionales situées le long des grands axes de communication de la vallée du Douro, le Parti Socialiste parvient à concurrencer l'addition des deux partis de droite²⁷. De même, dans les banlieues ouvrières de Porto ou lors de concentrations massives d'établissements industriels tels ceux que l'on trouve dans les villes de Viana do Castelo, Covilha et surtout Marinha Grande, important centre verrier situé dans la forêt de pins de Leiria, le

Parti Communiste dispose d'une certaine assise: 15% dans l'agglomération de Porto, 40% à Marihna Grande. En dehors de ces quelques zones, le poids du clergé, la structure foncière et le conservatisme ambiant, caractéristiques du Nord, marginalisent un Parti Communiste qui dépasse, dans cette région du pays, rarement les 10% (5% dans l'intérieur)²⁸.

Depuis 1977, date des premières élections législatives démocratiques après la période franquiste, la droite domine l'espace politique galicien. Catholique, conservatrice et encore éminemment rurale, la Galice est (avec la Communauté Autonome de Castille et Léon) l'une des régions espagnoles où le vote de centre-droite reste le plus important.

Depuis 1977, les partis conservateurs se sont succédés à la tête du gouvernement galicien. D'abord, l'UCD de Fernández Albor qui dirigera l'Exécutif galicien jusqu'en 1981. Ensuite, l'Alianza Popular de Manuel Fragua, formation nettement plus conservatrice qui amorcera son évolution vers le centre-droite du spectre politique en 1987, à travers un changement de dénomination (*Alianza Popular* devient le *Partido Popular*) ainsi que de direction (José María Aznar –Président du Gouvernement depuis 1996– prend le relais de Manuel Fraga à la tête du principal parti de droite) et qui, aujourd'hui encore se maintient comme première force politique de la Galice surtout dans les zones rurales de l'intérieur galicien où prédominent la petite propriété paysanne et les fidélités traditionnelles, parti seulement concurrencé dans les zones industrialisées du littoral et quelques enclaves de l'intérieur.

- *La particularité galicienne: la donne régionaliste*

La forte implantation des partis conservateurs est une constante de tout le nord-ouest ibérique, il existe cependant un trait original qui distingue la Galice du Nord du Portugal, comme par ailleurs, l'Espagne du Portugal: la donne régionaliste

Dans le panorama des mouvements autonomistes en Europe, l'Espagne s'impose immédiatement par sa multitude de consciences régionales. Les nationalismes basque et catalan sont cependant les seuls à disposer d'une assise réellement importante. Dans ces deux régions, "centres économiques distincts et en conflit avec le centre politique"²⁹, le

développement économique et la périphérisation politique ont donné lieu à la mobilisation d'une importante partie de l'électorat en vue de la réalisation d'un projet nationaliste voire séparatiste. Ce faisant, le clivage centre-périphérie a contribué à modeler un système de partis tout à fait spécifique³⁰. Dans le cas basque, ce projet a même conduit une partie du mouvement nationaliste à la violence, engendrant, selon Duverger et Van Laer, l'un des plus importants partis "anti-système du monde occidental (Herri Batasuna rebaptisé en 1999 Euskal Herriarokk)"³¹.

Au milieu de ce panorama, la Galice représente un cas particulier. Considérée avec le Pays Basque et la Catalogne comme l'une des trois nations historiques de l'État espagnol, la Galice prend conscience de sa particularité comme unité différenciée à l'intérieur de l'État espagnol au XIX^{ème} siècle.

L'idée de cette différenciation –fait essentiellement d'un groupe d'intellectuels galiciens– germe très rapidement dans les années 1840 après la consolidation de la révolution libérale et de ce qu'elle implique: progressive uniformisation et homogénéisation de l'Espagne d'un point de vue économique (création d'un marché national), politique (administration centralisée et division provinciale) et culturelle (alphabétisation obligatoire en castillan). Cette première prise de conscience (le caractère le plus visible étant l'usage d'une langue propre) inaugure un courant idéologique et une pratique politique qui se prolongent jusqu'à l'heure actuelle et qui tendent à être définis dans l'historiographie galicienne des dernières années de "*galeguismo*".

Ce mouvement a évolué avec le temps. Deux étapes bien marquées sont généralement différenciées, la première s'étendant de 1840 à 1916.

Dans la lignée des révolutions romantiques du XIX^{ème} siècle, cette première étape se définit comme régionaliste, exalte les particularités de la région et prône son affirmation contre l'avalanche uniformisatrice des États libéraux mais ne parviendra cependant pas à élaborer un projet politique qui défende effectivement cette différenciation.

Une seconde phase de formulation théorique et de mise en pratique d'un mouvement politique spécifiquement galicien s'amorce en 1916 avec

le création des *Irmandades da Fala* et du groupe *Nós*, groupes d'intellectuels concurrents mais surtout avec la création en 1931 du *Partido Galeguista*. Ce parti constitue la première tentative historique de conversion du nationalisme galicien en un projet politique de masse et interclassiste. La guerre civile interrompra néanmoins cette dynamique socio-politique qualitativement différente.

Pendant les presque 40 années de dictature franquiste (1939-1975), durant lesquelles toute expression régionaliste tant culturelle que politique sera muselée, la Galice suivra une évolution comparable à celle d'autres zones de l'État espagnol: passée rapidement sous contrôle nationaliste en 1936, la Galice a globalement appuyé le régime. Malgré cela, depuis les années 60, les importants changements socio-économiques (diminution progressive du poids du secteur agricole –qui même ainsi se maintient à un niveau supérieur à celui du reste de l'État espagnol–, augmentation de la population urbaine et des activités secondaires et tertiaires, etc.) qu'expérimente la Galice, dans la lignée du mouvement général de développement de l'État espagnol à cette date-là ont favorisé l'essor de l'opposition politique clandestine, et surtout du mouvement ouvrier.

À ce sujet, il faut noter que, depuis le début de la guerre civile et jusqu'aux années 1950, les guérillas avaient été les principales manifestations de cette opposition. Elles connaîtront leur apogée dans les années 1944-1951 grâce à la direction politique du parti communiste et à la collaboration des couches paysannes de certaines banlieues galiciennes à longue tradition de lutte agricole (Mariñas, Chantada). Par la suite, l'opposition au régime prendra une forme et utilisera des moyens plus spécifiquement politiques via le développement d'un activisme, toujours clandestin, de partis, syndicats, d'associations culturelles et estudiantines.

Durant les années 60, le nationalisme galicien reprend force avec un contenu politico-idéologique cependant très différent: principalement de gauche, doté d'une organisation politique structurée et dirigé tant à la population rurale qu'urbaine, les revendications ne sont plus autonomistes mais indépendantistes. Les années 60 voient ainsi l'éclosion de partis politiques qui tentent de recueillir l'héritage du nationalisme d'avant-guerre en y ajoutant toutefois une nuance de taille, l'autodétermination. Ainsi

l'Unión do Pobo Galego (l'Union du Peuple Galicien-UPG), fondé en 1964 et qui affirmait dans son programme que "la Galice est une nation et, comme telle, a le droit à son autodétermination"³². Ceci suppose une rupture qualitative dans l'évolution du nationalisme galicien.

L'apparition d'autres partis politiques galiciens sera un processus graduel: le Partido Socialista Galego (PSG) est fondé en 1965. Dans les années 1970 apparaissent d'autres formations politiques telles que le *Partido Galego Socialdemócrata* (PSGD), le *Partido Popular Galego* (PPG) ou *l'Asamblea Nacional-Popular Galega* (AN-PG), toutes définies par l'existence d'un seul champ d'action, la Galice.

La démocratie parlementaire, consacrée en Espagne dans la Constitution de 1978, ouvre une quatrième étape dans l'évolution du "galeguisme", caractérisée par l'acceptation et même la récupération des revendications régionalistes par les partis nationaux. Comme l'a souligné Barbara Loyer, le cas le plus frappant à cet égard étant, sans nul doute, celui du Parti Populaire.

En modifiant son discours traditionnel sur l'État et la nation espagnole, en revendiquant la particularité galicienne, la droite, incarnée en Galice par le Parti Populaire de Manuel Fraga, a su récupérer à son profit les revendications régionalistes modérées et assurer ainsi son hégémonie. En amorçant son évolution vers une acceptation complète du système des autonomies, le PP est parvenu à éclipser les autres partis politiques. Socialistes, communistes et nationalistes de gauche ont bien souvent essayé d'identifier cette droite au franquisme mais le fait est que cette assimilation ne correspond plus entièrement à la réalité et l'un des éléments de la modernisation de la droite fut précisément la transformation de son discours sur la nation et l'État espagnols³³. Depuis les premières élections de 1977, le Parti Populaire est ainsi le parti majoritaire en Galice, seulement concurrencé ces dernières années par la progressive avancée des partis nationalistes de gauche.

Pendant longtemps, la faible implantation électorale des options politiques exclusivement galiciennes a été une constante du système de partis galiciens. Le droit à l'autodétermination, le pacte fédéral, les mesures

économiques qui se proposaient d'affranchir la Galice de sa situation de dépendance "coloniale", en somme, les programmes du PSG et de l'UPG, inspirés des principes nationalistes et marxistes, étaient perçus comme excessivement radicaux par une population réputée, dans sa grande majorité, conservatrice.

De même les tentatives répétées pour créer un parti nationaliste de centre-droite (à l'image des partis majoritaires en Catalogne (CIU) et au Pays Basque (PNV)), ont échoué, en partie parce que leur expansion potentielle a été absorbée par la tendance régionaliste modérée et culturellement "galeguista" de la droite étatique. Aujourd'hui, les partis exclusivement galiciens demeurent des partis de gauche.

La difficulté de contrer l'hégémonie de centre-droite et de la gauche étatique qui s'est elle aussi "galicisée" s'est ainsi traduite jusqu'il y a peu par une assise électorale traditionnellement faible.

Depuis la fin des années 80, début des années 90, s'est cependant amorcé un changement majeur. Basant son discours sur les tensions socio-économiquement négatives que l'intégration de l'État espagnol dans la Communauté Européenne a provoqué dans une part importante du tissu productif galicien, notamment dans le secteur de la pêche, le message nationaliste de gauche –même s'il reste globalement minoritaire– est parvenu à dépasser le blocage social dans lequel il était confiné et à être considéré comme une option politique de plus en plus plausible par nombre de galiciens.

Les élections autonomes de 1989 et autonomes et législatives de 1993 ont ainsi vu l'apparition puis la confirmation d'une avancée sans précédents de l'option nationaliste, incarnée au premier chef par le *Bloque Nacionalista Galego* (BNG). En 1993, pour la première fois de son histoire, cette plateforme nationaliste nourrie des discours de Xosé Manuel Beiras sur les conséquences de la reconversion industrielle impliquée par les directives européennes et l'isolement séculier de la Galice³⁴, avec 13% des suffrages en sa faveur, obtient deux sièges aux *Cortes* et se convertit en la troisième force politique de la région. Tendence qui s'est encore consolidée lors des élections autonomes de 1997 et de 2001 où le BNG atteint un taux

record (18 et 17 sièges respectivement) qui le place, pour la première fois de son histoire, en deuxième position des préférences électorales en nombre de votes.

Selon Duverger et Van Laer, le travail de syndicats tels que la *Confederación Intersindical Galega* et *Comisiones Obreras*³⁵ ainsi que des commissions agraires (*Comisios Labregas*) liés au BNG explique mieux que toute autre raison le vote à ce parti. Ainsi, poursuivent ces deux auteurs, le vote du BNG dans le monde rural des provinces de Lugo et Orense se devrait plus au travail de ses militants qu'à l'idéologie et aux programmes électoraux du parti. Seul le monde académique et intellectuel qui ne fait pas partie des lieux de socialisation traditionnels des partis de gauche ferait ainsi dépendre son vote de considérations exclusivement idéologiques.

- **Pistes d'interprétations du vote conservateur en Galice et dans le Nord du Portugal**

La prédominance des partis dits de la droite classique est une constante de tout le nord-ouest ibérique. En Galice, l'UCD, l'AP ensuite, transformée en PP; dans le Nord du Portugal, le CDS, mais surtout le PSD dominant l'espace politique. L'électorat de la droite espagnole est semblable à celui des droites portugaises: la bourgeoisie, les travailleurs indépendants, les agriculteurs de certaines régions et d'un point de vue religieux, les catholiques pratiquants³⁶. Seul le parti socialiste, modéré tant en Espagne qu'au Portugal, et le principal parti nationaliste galicien –le BNG– parviennent à concurrencer cette hégémonie conservatrice, principalement dans les villes côtières (Ferrol, La Coruña, Porto, Aveiro, Coimbra) et les enclaves industrielles articulées le long des grands axes de communications. Ce phénomène est plus particulièrement significatif dans le Nord du Portugal où la 'rurbanisation', l'insinuation des villes dans les campagnes et des campagnes dans les villes, est importante.

La domination des partis conservateurs et de centre-droite est pratiquement totale dans le monde rural galicien et nord-portugais, caractérisé comme nous l'avons vu, par la petite propriété paysanne

morcelée à l'extrême où chaque membre de la famille est mis à contribution du travail de la ferme, où les liens familiaux restent très forts malgré les fréquentes séparations dues à l'émigration et où l'influence de l'Eglise et des "notables" (commerçants, 'grands' propriétaires et autorités locales) est un élément incontournable de la vie politique des campagnes de Galice et du Nord du Portugal.

L'Eglise, puissance sociale fondamentale

"La religion catholique, en dépit de toutes les transformations économiques, politiques et juridiques, continue à remplir pour la majorité des portugais [et des espagnols], la fonction de donner un sens à la trajectoire historique. Le catholicisme continue à être le champ symbolique de référence et la matrice culturelle à partir de quoi, on systématise, d'une forme implicite, les nouveaux discours et les nouvelles idéologies politiques"³⁷.

Cette réflexion de Da Silva e Costa semble particulièrement vraie en ce qui concerne les campagnes du nord-ouest ibérique, réputées plus conservatrices, plus attachées à la tradition que le reste de la Péninsule, et, en particulier, que celles de tout le sud ibérique. Dans le monde rural galicien et nord-portugais, l'Eglise reste une puissance sociale fondamentale du moins si nous en jugeons par le respect des rites: 90% de mariages catholiques dans les districts de Braga (considéré comme le centre religieux du Portugal) en 1970 et un taux de naissances illégitimes inférieur à 8%. Les vocations religieuses y sont, d'autre part, plus fréquentes qu'ailleurs³⁸.

En outre, dans ces régions de famille souche comme les nomme Todd³⁹, élargies où l'ensemble des membres de la famille contribue au travail de l'exploitation familiale qui reste la principale source de revenu, le clergé reste "l'intellectuel idéologique dominant"⁴⁰. En dépit d'une petite bourgeoisie rurale souvent anticléricale qui exerçait une influence importante sur la formation de la conscience sociale, le clergé a traditionnellement joué un rôle également très influent sur les esprits tant d'un point de vue religieux que politique⁴¹.

L'influence des "notables"

Dans des régions réputées globalement conservatrices comme peuvent l'être l'intérieur galicien et nord-portugais, les figures traditionnelles de la vie publique, les élites locales ou encore les "barons" comme ils sont parfois nommés en Galice, exercent une influence certaine sur l'orientation des comportements politiques. Ce phénomène est particulièrement visible dans les petites localités où le poids de l'Eglise, des diverses commissions agraires, qui encadrent les paysans, et celui des notables locaux s'exerce de façon concurrente.

Le maire est l'une des figures les plus importantes de la vie publique des petites communautés rurales. Celui-ci apparaît bien souvent non seulement comme l'homme qui a la pouvoir mais aussi "celui qui sait", d'une certaine façon, le lettré du village. Son pouvoir est énorme, notamment par tout le système de faveurs tacites qu'il peut activer en échange d'un vote ou d'un appui politique.

Comme l'ont souligné Máiz et Losada, "this [clientelist practices] generates a subsystem of political networks, a peculiar, informal "social capital" that implies not only the squandering of a good amount of resources, due to lack of razionalization of the public intervention but also the erosion of the normal functioning of the democratic institutions and the party system"⁴².

D'une part, la prégnance de ces structures clientélistes, et, d'autre part, l'influence que continue à exercer à l'heure actuelle l'Eglise sur les comportements individuels, surtout dans les zones rurales, démontrent, comme l'a remarqué González Encinar, le faible degré de culture politique des peuples galiciens [et nord-portugais] et, en conséquence, l'importance des facteurs non-rationnels au moment d'émettre le vote. Vouloir comprendre les comportements politiques sur base d'une distinction raffinée entre les options idéologiques et programmatiques offertes à l'électorat, serait dès lors vain⁴³.

Conclusion

Depuis les temps les plus anciens et jusqu'au XII^{ème} siècle, la Galice et le Nord du Portugal ont connu une évolution étroitement liée. Cette histoire a forgé des liens, a alimenté une culture commune. Et s'il est vrai – pour reprendre les termes de Claval – que “les régions historiques sont formées d'une mosaïque de pays fortement individualisés [...] elles n'en ont pas moins une unité et une solidité réelle. Les gens se sentent solidaires. Ils connaissent leur diversité mais ils ont admis leur appartenance à une même unité. La loi commune les a façonnés progressivement, a favorisé l'épanouissement d'attitudes, de préjugés ou de modes de pensée voisins[...]”⁴⁴.

Galice et Nord du Portugal sont, en effet, proches à bien des égards. Outre une géographie similaire, comme c'est souvent le cas dans les régions des confins, une même structure socio-économique, culturelle et politique semblait se reproduire de part et d'autre de la frontière.

Ainsi, depuis les temps les plus éloignés de l'histoire proche et jusqu'au XII^{ème} siècle, la Galice et le Nord du Portugal ont connu une évolution historique étroitement liée: héritiers parfois mythifiés de la culture celte, ils ont été réunis sous l'empire romain dans la *Gallaecia*, ensuite dans le royaume suève et l'éphémère royaume de Galice pour être finalement séparés au XII^{ème} siècle lors de l'indépendance du Comté de Portugal et de la postérieure formation du Royaume qui porte le même nom.

Les similitudes entre ces deux régions restent cependant bien réelles. La langue galicienne, proche du portugais, en est l'une des preuves les plus tangibles.

De même, si l'on compare les structures agraires de ces deux contrées, on constate à quel point les ressemblances peuvent être frappantes: la Galice et le Nord du Portugal se distinguent tous deux par la présence de ces minuscules exploitations parcellisées à l'extrême, les *minifundios*, caractéristiques de tout le nord-ouest ibérique et sur lesquels est venu se greffer un système agraire complexe très ancien et apte à nourrir une population importante. Nos deux régions connaîtront les

blocages dus à la vieille civilisation agraire, essentiellement tournée vers l'autoconsommation, et qui deviendra bientôt un facteur de régression et d'appauvrissement. L'émigration massive hors des frontières sera dès lors bien souvent considérée comme la seule issue possible.

Organisation sociale et économique auront des conséquences sur le plan des mentalités. La population galicienne et nord-portugaise est réputée particulièrement conservatrice, les liens familiaux restent très forts malgré les fréquentes séparations dues à l'émigration. L'Eglise reste une puissance sociale fondamentale et le poids des notables considérable. Cette mentalité se reflète également dans la prégnance de comportements politiques traditionnellement conservateurs. La droite y trouve les bases régionales de sa domination. Seuls les socialistes et, en Galice, le parti nationaliste de gauche –BNG– parviennent à concurrencer, principalement dans les zones industrialisées du littoral, l'hégémonie de la droite.

Les nombreuses similitudes ne doivent cependant pas occulter les différences qui, elles aussi, sont bien réelles. Elles sont liées à l'insertion spécifique de ces deux régions dans leur ensemble national. On ne peut comprendre la Galice qu'en la replaçant dans son système global, l'État espagnol. Pays complexe, présentant des disparités socio-économiques importantes et, resté, malgré des frontières anciennes, culturellement hétérogène, l'Espagne doit simultanément faire face à deux phénomènes, par ailleurs liés: la croissance des inégalités spatiales, d'une part, l'exacerbation des forces centrifuges menaçant son intégrité, d'autre part. C'est dans ce cadre bien particulier qu'il faut replacer la Galice.

L'évolution tant économique que politique de cette région ne peut se comprendre qu'en intégrant la dimension centre-périphérie, clivage qui, en Espagne, prend toute sa signification. L'économie de la Galice et, en particulier, son industrialisation restent largement dépendantes des structures et investissements de l'État central. Si le nationalisme n'y a jamais été très puissant et n'a rien de comparable avec l'ampleur des phénomènes basque et catalan, la conscience régionale y est cependant bien réelle. Il suffit pour s'en convaincre de voir à quel point cette question a influencé les programmes des différents partis nationaux, en particulier

du Parti Populaire, ainsi que la croissante réceptivité de l'électorat aux propositions de coupe nationaliste.

La situation du Nord du Portugal est bien différente. Berceau de la nation portugaise et noyau actif de l'économie portugaise, c'est à partir de cette région, à partir de l'ancien Comté de *Portucale* que s'est opéré le peuplement du sud du pays et la construction de l'État portugais.

Contrastes géographiques, démographiques, économiques mais aussi culturels et politiques existent également au Portugal et permettent, au-delà des différences géographiques et des découpages administratifs de distinguer globalement deux grands ensembles, deux Portugal fort différents qui trouvent leur expression la plus pure respectivement dans le Minho et l'Alentejo. Ces deux régions peuvent, de façon très simplifiée, être considérées comme une représentation caractéristique du nord et du sud du Portugal. Cependant, en dépit de ces grands contrastes régionaux, il n'existe pas de parti régionaliste au Portugal. Aux yeux des Portugais, leur pays est une seule et même région. Unifié à l'intérieur de frontières qui ne furent guère modifiées depuis le milieu du XIII^{ème} siècle, le Portugal présente en effet une identité nationale si forte qu'elle va de soi. Il s'agit là d'une différence essentielle entre les deux voisins de la péninsule ibérique, différence qui a marqué et, d'une certaine façon, différencié la Galice et le Nord du Portugal, en tant qu'entités à replacer dans un cadre plus large, celui de leur État respectif.

Ceci permet peut-être de mieux comprendre pourquoi, dans les faits, les tentatives de rapprochement entre ces deux régions restent bien souvent à l'état déclaratoire. L'adhésion simultanée de l'Espagne et du Portugal aux Communautés Européennes a ouvert la voie à de nouvelles formules de relations interrégionales⁴⁵. Un certain nombre de programmes et de réseaux de coopération transfrontalière aux objectifs divers ont été mis en place⁴⁶ sous les auspices de la Commission Européenne. La "Comunidad de Trabajo Galicia-Norte de Portugal" a également été créée. Toutes ces tentatives semblent vouloir répondre au défi lancé par l'intégration européenne et son volet 'Europe des régions'. Dans les faits, cependant, et au-delà des gestes et discours politiques, la volonté de voir

s'établir et s'exprimer "l'identité commune galaï co-portugaise", pour reprendre les termes de Manuel Fraga Iribarne, est loin de faire l'unanimité.

La Galice n'est pas la simple continuation du Nord du Portugal, ni le Nord du Portugal la prolongation de la Galice. Ces deux régions se ressemblent sur bien des points; il existe des régularités liées au temps long, des traits de structure qui se reproduisent de part et d'autre de la frontière, cependant, ces deux régions ont chacune une identité bien particulière, forgée par leur appartenance à leurs États respectifs, identité qui empêche de les réduire ou même, de les assimiler, l'une à l'autre.

Figure 1
Résultats des élections au Parlement de la Galice en nombre de sièges (1981)

Provinces/Partis	La Coruña	Lugo	Orense	Pontevedra	Galice
AP	9	5	5	7	26
UCD	5	6	7	6	24
PSdeG-PSOE	6	3	3	4	16
Coalic. Bloque-PSG	1	1	0	1	3
PC de Galicia	1	0	0	0	1
E.G.	0	0	0	1	1
Sièges	22	15	15	19	71

Sigles: AP: Alianza Popular; UCD: Unión de Centro Democrático; PSdeG-PSOE: Partido Socialista de Galicia-Partido Socialista Obrero Español; Coalición Bloque-PSG: Coalición Bloque-Partido Socialista Gallego; PC de Galicia: Partido Comunista de Galicia; E.G.: Esquerda Galega

Source: Parlement de Galice (<http://www.parlamentodegalicia.es>)

Figure 2
Résultats des élections au Parlement de la Galice (1985)

Provinces/Partis	La Coruña	Lugo	Orense	Pontevedra	Galice
Coalic. Pop. de Gal.	10	8	7	9	34
PsdeG-PSOE	8	4	4	6	22
Coalic. Galega	2	3	4	2	11
P. Soc. Galego-EG	1	0	0	2	3
BNG	1	0	0	0	1
Sièges	22	15	15	19	71

Sigles: Coal. Pop. de Galicia: Coalición Popular de Galicia (AP+UCD); Coalición Galega; BNG: Bloque Nacionalista Galego

Source: Parlement de Galice

Figure 3**Résultats des élections au Parlement de la Galice (1989)**

Provinces/Partis	La Coruña	Lugo	Orense	Pontevedra	Galice
PP	11	8	8	11	38
PSdeG-PSOE	10	5	6	7	28
BNG	2	1	0	2	5
CG	0	1	1	0	2
Sièges	24	15	15	21	75

Source: Parlement de Galice

Figure 4**Résultats des élections au Parlement de la Galice (1993)**

Provinces/Partis	La Coruña	Lugo	Orense	Pontevedra	Galice
PP	13	9	9	12	43
PSdeG-PSOE	6	4	4	5	19
BNG	5	2	2	4	13
Sièges	24	15	15	21	75

Source: Parlement de Galice

Figure 5**Résultats des élections au Parlement de la Galice (1997)**

Provinces/Partis	La Coruña	Lugo	Orense	Pontevedra	Galice
PP	13	9	8	12	42
BNG	6	3	3	6	18
Coal. PSdeG-PSOE- EU-EG/Os Verdes	5	3	3	4	15
Sièges	24	15	14	22	75

Sigles: EU: Esquerda Unida

Source: Parlement de Galice

Figure 6**Résultats des élections au Parlement de la Galice (2001)**

Provinces/Partis	La Coruña	Lugo	Orense	Pontevedra	Galice
PP	12	9	8	12	41
BNG	6	3	3	5	17
PSdeG-PSOE-	6	3	3	5	17
Sièges	24	15	14	22	75

Source: Parlement de Galice

Figure 7
Résultats des élections au Parlement de Galice (1981-2001)

Partis/élections sièges	1981	1985	1989	1993	1997	2001
PP	26 ¹	34	38	43	42	41
PSdeG-PSOE	16	22	28	19	15 ³	17
BNG	3 ²	1	5	13	18	17

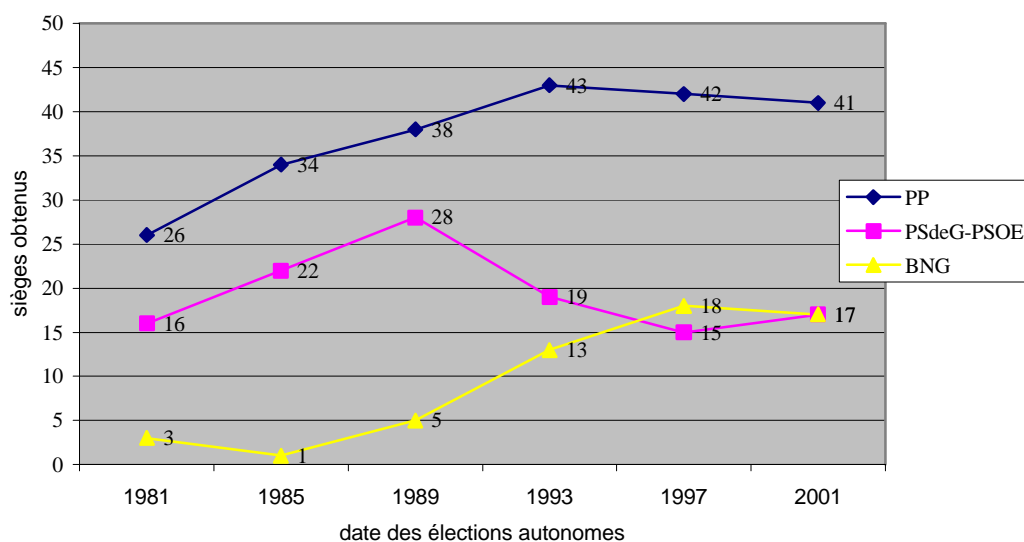
¹En 1981 et 1985, le PP était AP

²En 1981, coalition BNG-PSG

³En 1997, coalition PSdeG-EU-EG-Os Vertes

Source: Parlement de Galice

Évolution du vote au Parlement de la Galice (1981-2001)



Évolution des principaux partis portugais (1975-1999)

Figure 8
Évolution du Parti Communiste Portugais (PCP-PEV)

Élections	Formation électorale	votes (en %)	Nombre de sièges
1975 (A.C)	PCP	12,52	30
1976 (A.C)	PCP	15,29	40
1979 (A.R)	APU	19,51	47
1980 (A.R)	APU	16,92	41

1983 (A.R)	APU	18,20	44
1985 (A.R)	APU	15,55	38
1987 (A.R)	CDU	12,18	31
1991 (A.R)	PCP-PEV	8,84	17
1995 (A.R)	PCP-PEV	8,61	15
1999 (A.R)	PCP-PEV	9,02	17

A.C: Assemblée Constituante

A.R: Assemblée de la République

PCP: Partido Comunista Portugues

APU: Aliança do Povo Unido

CDU: PCP+PEV

PCP-PEV: Partido Comunista Portugues-Partido Ecologista-Os Verdes

Figure 9
Évolution du Parti Socialiste Portugais (PS)

Élections	Formation électorale	votes (en %)	Nombre de sièges
1975	PS	37,56	115
1976	PS	36,73	106
1979	PS	28,20	73
1980	FRS	27,13	71
1983	PS	36,35	100
1985	PS	20,82	56
1987	PS	22,30	59
1991	PS	29,25	71
1995	PS	43,85	111
1999	PS	44,00	112

FRS: Frente Republicano Socialista

Figure 10
Évolution du Parti Social Démocrate (PPD-PSD)

Élections	Formation électorale	votes (en %)	Nombre de sièges
1975	PPD	26,38	80
1976	PPD	25,23	71
1979	AD (PPD+CDS)	43,47	118
1980	AD (PPD+CDS)	44,40	123
1983	PSD	27,04	73
1985	PSD	29,79	86
1987	PSD	50,15	145
1991	PSD	50,43	132
1995	PPD-PSD	34,00	85
1999	PPD-PSD	32,32	80

PPD: Partido Popular Democratico

AD: Aliança Democratica

CDS: Centro Democratico Social

PSD: Partido Social Democratico

Figure 11

Évolution du Parti de Centre Démocratique Social (CDS-PP)

Élections	Formation électorale	votes (en %)	Nombre de sièges
1975	CDS	7,65	16
1976	CDS	16,71	41
1983	CDS	12,38	29
1985	CDS	9,74	21
1987	CDS	4,34	4
1991	CDS	4,38	5
1995	CDS-PP	9,09	15
1999	CDS-PP	8,38	15

CDS-PP: Centro Democrático Social-Partido Popular

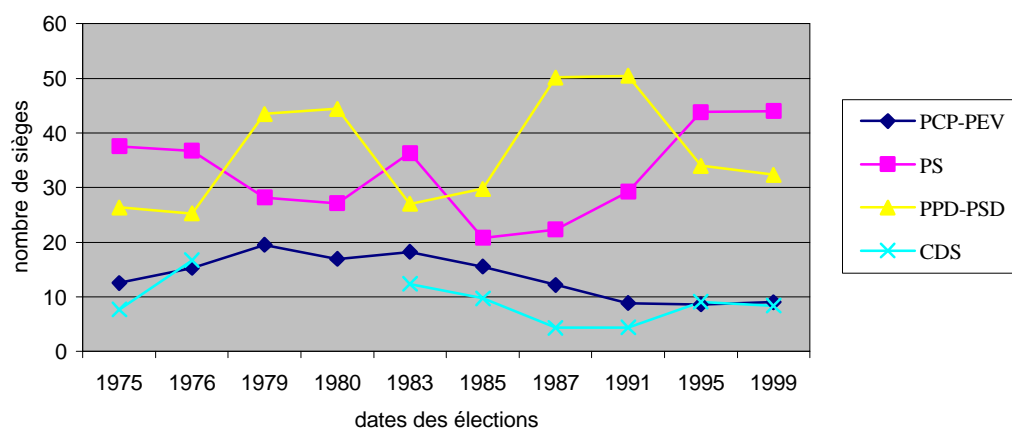
Figure 12

Évolution comparée des résultats électoraux des principales formations politiques portugaises (1975-1999)

	1975	1976	1979	1980	1983	1985	1987	1991	1995	1999
PCP-PEV	12,52	15,29	19,51	16,92	18,2	15,55	12,18	8,84	8,61	9,02
PS	37,56	36,73	28,2	27,13	36,35	20,82	22,3	29,25	43,85	44
PPD-PSD	26,38	25,23	43,47	44,4	27,04	29,79	50,15	50,43	34	32,32
CDS	7,65	16,71	AD	AD	12,38	9,74	4,34	4,38	9,09	8,38

AD: en 1979 et 1980, coalition électorale formée par PPD+CDS

Évolution du vote aux élections législatives portugaises (1975-1999)



Notes

Ce *working paper* est basé sur le mémoire de fin d'études en Sciences Politiques élaboré par Ana-Mar Fernández sous la direction du Professeur Christian Vandermotten et défendu en juin 1997 à la Faculté des Sciences Politiques de l'Université Libre de Bruxelles. La présente version a été révisée en juin 2003.

1. BIROT, Pierre: *Portugal: étude de géographie régionale*. Paris, Armand Colin, 1950.
2. CAZES, Georges et alii: *L'Espagne et le Portugal aux portes du Marché Commun*. Montreuil, Bréal, 1985.
3. DUVERGER, Maurice; VANLAER, Jean: *200 millions de voix. Atlas géographique des familles politiques européennes*. Bruxelles, Université Libre de Bruxelles-Société Royale Belge de Géographie, 1984.
4. DUBOSQ, J-B.: "La région dans tous ses états: une analyse critique du processus autonome espagnol (1977-1987)" en BIDART, P. (coord.): *Régions, Nations, États: composition et recomposition de l'espace national*. Paris, Publisud, 1991, p. 165.
5. Sur l'état actuel de développement du système autonome espagnol, voir MORATA, Francesc: "El Estado de las Autonomías: veinte años de rodaje" in ALCÁNTARA, Manuel; MARTÍNEZ, M. Antonia (eds.): *Política y Gobierno en España*. Valencia, Tirant lo Blanch, 2000.
6. Si les quatre régions historiques (La Catalogne, le Pays Basque, Galice et Andalousie) n'éprouvèrent globalement aucun problème à délimiter les provinces devant former leur territoire, la situation était plus délicate pour celles n'ayant pas de véritable conscience régionale. Dans ce cas, le découpage des frontières et les associations provinciales se sont réalisés en fonction de contraintes géographiques, démontrant ainsi parfois l'aspect sinon artificiel du moins hasardeux de la généralisation du processus. Ainsi par exemple à la fin du processus de mise en place, six des dix-sept Communautés Autonomes sont uni-provinciales, ce qui amènera à s'interroger sur l'intérêt de la création et de la superposition d'une nouvelle administration.
7. DRAIN, Michel: *Géographie de la Péninsule Ibérique*. Paris, PUF, 1993, p. 15.
8. TODD, Emmanuel: *L'invention de l'Europe*. Paris, Seuil, 1990, p. 18.
9. Il est à noter que, dès 1969, le gouvernement portugais a instauré sur le continent six commissions de planification dont les compétences furent élargies et redéfinies 10 ans plus tard. Les actuelles Commissions de Coordination Régionale, au nombre de 5, sont des régions de programme qui, en 1989, furent considérées comme des unités de second degré dans la nomenclature européenne des unités territoriales à des fins statistiques (NUTS).

10. BIROT, P.: *Op. cit.*, p. 63-65.
11. DA SILVA E COSTA, Manuel: *Religion et idéologie dans l'instauration de la paysannerie parcellaire au Nord du Portugal*. Louvain-la-Neuve, Université Catholique de Louvain, 1985, p. 24.
12. Institut National de Statistiques. site: www.ine.es
13. BOURDIEU, 1962, p. 58 cité par BRANDÃO, Fátima: "Práticas de herança no concelho de Vieira do Minho (1870-1930)", *Les campagnes portugaises de 1870 à 1930: image et réalité*, *Op. cit.*, p. 143.
14. TODD, E., *Op. cit.*, p. 29 et 31-32.
15. DESCAMPS, P.: *Le Portugal*. Paris, 1935, cité in LIVI-BACCI, M.: *A Century of Portuguese Fertility*. USA, Princeton University Press, 1971, p. 52.
16. BARREIRO FERNÁNDEZ, Xosé Ramón: *Historia de Galicia: idade contemporánea*. Vigo, Galaxia, 1981, tomo IV.
17. DRAIN, M.: *Op. cit.*, p. 18.
18. NETO, Félix: *A migração portuguesa vivida e representada: contribuição para o estudo dos projectos migratórios.*, Porto, Secretaria de Estado das Comunidades Portuguesas, 1986.
19. DRAIN, M.: *Op. cit.*, p. 17.
20. SAPELLI, Giulio: *Southern Europe since 1945: Tradition and Modernity in Portugal, Spain, Italy, Greece and Turkey*, London, Longman, 1995, p. 39.
21. Il faut rappeler, pour interpréter correctement ces caractéristiques structurelles, que ce taux d'activité se rapporte à la définition portugaise de la population active "avec profession", qui ne correspond pas à la définition de la population active d'un grand nombre de pays qui inclut un groupe d'actifs qui, dans le cas portugais, appartiendraient à la catégorie de la population active "avec occupation". En ce qui concerne la population masculine, les modifications revêtent relativement peu d'importance, mais dans le cas de la population féminine les différences sont de taille étant donné le fait que sont classées dans la population active "avec occupation" les paysannes non salariées. En les additionnant aux femmes classées dans la catégorie population active "avec profession", le taux d'activité féminin dans le secteur primaire s'élève de façon considérable. Ainsi la grande augmentation observée dans le nombre de femmes employées dans le secteur agricole entre 1970 et 1980 (on passe de 17,7% à 35,2%) est seulement apparente. Elle résulte du fait qu'à partir de 1977, les femmes travaillant dans le secteur primaire se déclarent actives alors qu'auparavant elles se considéraient et donc comptabilisaient comme femmes au foyer.
Ainsi des précautions sont de rigueur lorsqu'on analyse les séries statistiques, surtout celles concernant le secteur agricole. Le fait que la Galice présente des taux de chômage exceptionnellement bas dans le secteur primaire (2,8% de chômage masculin contre 14,8% dans le reste de l'Espagne, 0,6% de

chômage féminin contre 10,5% dans le reste de l'État espagnol en 1985) ne peut se comprendre que si l'on tient compte du fait qu'en 1985, sur le total de la population active, nous avons 45,7% de personnes travaillant dans le secteur agricole, que de ces 45,7%, 53,2% étaient des femmes et que, parmi elles, 52,2% se déclaraient comme "aides familiales" (travailleurs familiaux, dans la grande majorité des femmes, non rémunérées qui aident à exploiter un négoce et/ou au travail d'une exploitation appartenant à l'un des membres de sa famille. Pour être considérées comme "aides familiales", elles doivent travailler au minimum un tiers d'une journée normale de travail). Au Portugal, 28,9% du total de la main d'œuvre féminine avec profession dans le secteur agricole se déclaraient comme aides familiales. Ainsi, si le secteur primaire –et en particulier l'agriculture– n'est pas traditionnellement un secteur de chômage déclaré, il reste cependant une importante poche de chômage occulte: le volume des aides familiales non rémunérées est un indice de cette situation. Cfr. IV Xornadas Agrarias Galegas, *A Muller na Agricultura*, A Coruña, Castro, 1988, p. 168 et sqq.

22. DUVERGER, Maurice; VANLAER, Jean: *Op. cit.*, p. 27.
23. DUVERGER, M.; VANLAER, J.: *Op. cit.*, p. 54.
24. DE PINHO CAMPINOS, Jorge: *Le régime politique du Portugal*, p. 407.
25. Cette qualification tout à fait classique en terme de politologie européenne comparée, a été fortement critiquée par les dirigeants du PPD-PSD. Notons qu'aujourd'hui, le PPD-PSD appartient à l'Internationale libérale et ses députés européens ont intégré le groupe libéral, démocratique et réformateur.
26. TODD, E.: *Op. cit.*, p. 364.
27. DUVERGER, M.; VANLAER, J.: *Op. cit.*, p. 54.
28. DUVERGER, M.; VANLAER, J.: *Op. cit.*, p. 41.
29. VANDERMOTTEN, Christian: *Géographie politique*. Bruxelles, Presses de l'Université Libre de Bruxelles, p. 134.
30. DUVERGER, M.; VANLAER, J.: *Op. cit.*, p. 27.
31. DUVERGER, M.; VANLAER, J.: *Op. cit.*, p. 59-60.
32. Cité par GONZÁLEZ ENCINAR, José Juan: *Galicia: sistema de partidos y comportamiento electoral 1976-1981*. Madrid, Akal, 1982, p. 220.
33. LOYER, Barbara: "Nations, État et Citoyens en Espagne", *Hérodote*, n. 72-73, 1er et 2ème trimestres 1994.
34. "Fraga logró el mayor triunfo electoral desde 1977", *El País*, 19 octobre 1993.
35. La faible implantation du parti communiste (EU) en Galice semble avoir incité le syndicat qui traditionnellement lui est lié, CC.OO, à réorienter les votes des ouvriers sur le BNG.
36. DUVERGER, M.; VANLAER, J.: *Op. cit.*, p. 74.

37. DA SILVA E COSTA, M.: *Op. cit.*, p. 289.
38. LIVI BACCI, Massimo: *A Century of Portuguese Fertility*. Princeton, Princeton University Press, 1971.
39. Cfr. TODD, E.: *Op. cit.*, p. 30 et sqq.
40. DA SILVA E COSTA, M.: *Op. cit.*, p. 304.
41. DA SILVA E COSTA, M.: *Op. cit.*, p. 305.
42. MAÍZ, Ramón; LOSADA, Antón: "Institutions, Policies and Nation Building: the Galician Case", *Regional & Federal Studies*, vol. 10, n. 1, Spring 2000, p. 81.
43. GONZALEZ ENCINAR, J.J.: *Op. cit.*, p. 25.
44. CLAVAL, Paul: *Régions, nations, grands espaces: géographie générale des ensembles territoriaux*. Paris, M.Th. Genin, 1968, p. 324.
45. JIMENEZ in *España y Portugal contemporáneos*. Madrid, Marcial Pons, 2000, p. 284.
46. MORATA, Francesc: "El Estado de las Autonomías y las estrategias regionales en Europa" in ARENILLAS SÁEZ, Manuel; LOUGHLIN, John; TOONEN, Theo A.J.: *La Europa de las regiones: una perspectiva intergubernamental*. Granada, Universidad de Granada, 1994, p. 162.

Bibliographie

- ALAVI, Hamza: *Las clases campesinas y las lealtades primordiales*. Barcelona, Anagrama, 1976, 124 p.
- ALCÁNTARA, Manuel; MARTÍNEZ, M. Antonia (eds.): *Política y Gobierno en España*. Valencia, Tirant lo Blanch, 2000.
- AMALRIC, Jean-Pierre et alii: *Aux origines du retard économique de l'Espagne: XVI-XIXème siècles*. Paris, CNRS, 1983, 169 p.
- ARENILLAS SÁEZ, Manuel; LOUGHLIN, John; TOONEN, Theo A.J. (eds.): *La Europa de las Regiones: una perspectiva intergubernamental*. Granada, Universidad de Granada, 1994.
- ARMET, Lluís: *Federalismo y Estado de las autonomías*. Barcelona, Planeta, 1988, 200 p.
- BACHOUD, Andrée: "Les territoires de la nation espagnole", *Hérodote*, n. 62, juillet-septembre 1991, p. 125-134.
- BARREIRO FERNÁNDEZ, José Ramón: *El carlismo gallego*. Santiago de Compostela, Pico Sacro, 1976, 351 p.
- BARREIRO FERNÁNDEZ, Xosé Ramón: *Historia de Galicia: idade contemporánea*. Vigo, Galaxia, 1981, tomo IV, 398 p.

- BEIRAS, Xosé Manoel: *El atraso económico de Galicia*. Vigo, Ed. Xerais de Galicia, 1982, 258 p.
- BEIRAS, Xosé Manoel: *Por unha Galicia liberada: ensaios en economía y política*. Santiago de Compostela, 1984, 354 p.
- BERAMENDI, Justo G.; NUÑEZ SEIXAS, Xosé Manoel: *O nacionalismo galego*. Vigo, A Nosa Terra, Col. Historia de Galicia, n. 18, 1995, 343 p.
- BIROT, Pierre, *Portugal: étude de géographie régionale*. Paris, Armand Colin, 1950, 22 p.
- BOURDON, Albert-Alain: *Histoire du Portugal*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Que sais-je?, 1970, 127 p.
- BRUNEAU, Thomas; MACLEOD, Alex: *Politics in contemporary Portugal: Parties and the consolidation of democracy*. Colorado, Lynne Rienner, 1986, 236 p.
- CARMONA BADIA, Joan: *El atraso industrial de Galicia: auge y liquidación de las manufacturas textiles (1750-1900)*. Barcelona, Ariel, 1990, 250 p.
- CASAL, Benxamín: *A Galicia campesina*. Vigo, Galaxia, 1984, 181 p.
- CASAL, César; VENTOSO, Luís: *Un solo de gaita: crónica de las elecciones gallegas del 93*. La Coruña, Voz de Galicia, 1994, 175 p.
- CASES MÉNDEZ, J.I.; DE LUXAN MENENDEZ, J.M.: *Los resultados electorales de Portugal (1975-1980)*, s.l, s.e, s.d., p. 156-167.
- CAZES, Georges; DOMINGO, Jean; GAUTHIER, André: *L'Espagne et le Portugal aux portes du Marché Commun*. Montreuil, Bréal, 1985, 268 p.
- CERNUDA, Pilar: *Ciclón Fraga*. Madrid, Temas de Hoy, 1997, 314 p.
- CLAVAL, Paul: *Régions, nations, grands espaces: géographie générale des ensembles territoriaux*. Paris, M.Th. Genin, 1968.
- COMISSÃO CONDIÇÃO FEMENINA: *As mulheres agricultoras*. Lisboa, 1987, 249 p.
- Conferencia Portugal-Espanha: "O que separa também une"* (Actas), Universidad Autónoma de Lisboa, 28 y 29 de noviembre de 1996.
- CORTESÃO, Jaime: *Os factores democraticos na formação de Portugal*. Lisboa, Portugalia, 1964.
- COSTA CLAVELL, Xavier: *Los gallegos*. Vigo, Ed. Xerais de Galicia, 1983, 286 p.
- CORKILL, David: "Portugal Votes for Change and Stability: the Elections of 1995", *West European Politics*, vol. 19, n. 2, April 1996, p. 403-409.
- COUNCIL OF EUROPE: *Recent demographic developments in Europe 1998*. Brussels, 1999.
- DA SILVA DIAS, José Sebastiao: *Correntes de sentimento religioso em Portugal (séculos XVI a XVIII)*. Coimbra, Instituto de Estudos Filosoficos, Tomo I, 1960,

457 p.

DA SILVA E COSTA, Manuel: *Religion et idéologie dans l'instauration de la paysannerie parcellaire au Nord du Portugal*. Louvain-la-Neuve, Université Catholique de Louvain, 1985, 381 p.

DAVID, Pierre: *Etudes historiques sur la Galice et le Portugal du VI^{ème} au XII^{ème} siècle*. Paris, Les Belles Lettres, 7^{ème} vol., 1947, 579 p.

DECROLY, Jean-Michel; VANLAER, Jean: *Atlas de la population européenne*, Bruxelles. Université Libre de Bruxelles, 1991.

DE LA TORRE GÓMEZ (ed.): *Portugal y España contemporáneos*. Madrid, Marcial Pons, 2000.

DE MONTALVOR, Luís: *Historia do Regimen Republicano em Portugal*. Lisboa, Ática, 1932.

DÉPARTEMENT D'ETUDES PORTUGAISES ET BRÉSILIENNES DE L'UNIVERSITÉ DE PROVENCE: *Les campagnes portugaises de 1870 à 1930; image et réalité* (Actes du Colloque d'Aix-en-Provence, 2-4 décembre 1982). Paris, Centre Culturel Portugais, 1985, 378 p.

D'OLIVEIRA MARTINS, Guilherme: *Portugal: Institutions et Faits*. Lisbonne, Casa da Moeda, 1991, 178 p.

DRAIN, Michel: *Géographie de la Péninsule Ibérique*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Que sais-je?, 1993, 127 p.

DRAIN, Michel: *L'économie du Portugal*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Que sais-je?, 1994, 127p.

DUBOSQ, Jean-Bernard: "La région dans tous ses états: une analyse critique du processus autonome espagnol (1977-1987)" in BIDART, Pierre (coord.): *Régions, Nations, États: composition et recomposition de l'espace national*. Paris, Publisud, 1991, p. 163-181.

DUQUE, Ana: *Portugal*. Lisboa, Direção Geral da Comunicação Social, 1987, 295 p.

DUVERGER, Maurice; VANLAER, Jean: *200 millions de voix. Atlas géographique des familles politiques européennes*. Bruxelles, Université Libre de Bruxelles-Société Royale Belge de Géographie, 1984.

ETTEMA, Willem Antonius: *Spanish Galicia: a case study in peripheral integration*. Utrecht, Universiteit van Amsterdam, 1980, 160 p.

FUNDACIÓN GALICIA-EUROPA: *II Xornadas técnicas Galicia e región Norte de Portugal ante 1992*. Pontevedra, Col. Encontros Galicia-CEE, n. 6, 1991, 100 p.

GACIÑO, Xosé A.; RIVAS, Manuel: *Informe dunha frustración: as claves do proceso estatutario galego*. A Coruña, Ed. Do Rueiro, 1980, 177 p.

GARCÍA LOMBARDEIRO, Jaime: *La agricultura y el estancamiento económico de*

- Galicia en la España del Antiguo Régimen*. Madrid, Siglo XXI, 1973, 218 p.
- GONZÁLEZ ENCINAR, José Juan: *Galicia: sistema de partidos y comportamiento electoral 1976-1981*. Madrid, Akal Universitaria, 1982, 258 p.
- HEINE, Hartmut: *A guerrilla antifranquista en Galicia*. Vigo, Ed. Xerais de Galicia, 1982, 287 p.
- HERMANO SARAIVA, José: *Historia concisa de Portugal*. Europa-América, Saber, 1983, 359 p.
- HERR, Richard (ed.): *The New Portugal: Democracy and Europe*. California, University of California-Berkeley, 1992.
- INE: *Encuesta sobre la estructura de las explotaciones agrícolas 1987-Galicia*. Madrid, 1989.
- INE: *Encuesta de Población Activa: principales indicadores*. Madrid, Tercer Trimestre 2000.
- JIMENEZ in *España y Portugal Contemporáneos*. Madrid, Marcial, Pons, 2000.
- INSTITUTO GALEGO DE PROMOCIÓN ECONÓMICA: *Galicia: oportunidades de buenos negocios*. Santiago de Compostela, IGAPE, 1993, 121 p.
- LABASSE, Jean: *Quelles régions pour l'Europe?* Paris, Flammarion, 1994, 127 p.
- LEITE DE VASCONCELLOS, J.: *Etnografia Portuguesa: Tentame de Sistematizaçãao*. Lisboa, Imprensa Nacional de Lisboa, vol. I et II, 1993.
- LEONARD, Yves: *Le Portugal, vingt ans après la Révolution des œillets*. Paris, la Documentation Française, 1994.
- LISÓN TOLOSANA, Carmelo, *Sorcellerie, structure sociale et symbolisme en Galice*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, 350 p.
- LIVERMORE, H.V.: *A New History of Portugal*. Cambridge, Cambridge University Press, 1966, 365 p.
- LIVI-BACCI, Massimo: *A Century of Portuguese Fertility*. Princeton, Princeton University Press, 1971, 199 p.
- LOYER, Barbara: "Nations, État et Citoyens en Espagne", *Hérodote*, n. 72-73, 1er et 2ème trimestres 1994, p. 76-91.
- MÁIZ, Ramón; LOSADA, Antón: "Institutions, Policies and Nation Building: The Galician Case", *Regional & Federal Studies*, vol. 10, n. 1, Spring 2000, p. 62-91.
- MARCADE, Jacques: *Le Portugal au XXème siècle: 1910-1985*. Paris, Presses Universitaires de France, 1988, 240 p.
- MATTOSO, José: *Identificação de um país: ensaio sobre as origens de Portugal 1096-1325*. Lisboa, Imprensa Universitaria-Edição, 1991, vol. I et II, 789 p.
- MÉNDEZ, Lourdes: *"Cousas de mulleres": campesinas, poder y vida cotidiana*

- (Lugo 1940-1980). Barcelona, Anthropos, 1988, 218 p.
- MORATA TIERRA, Francesc: "El Estado de las Autonomías y las estrategias regionales en la Europa de los 90" in ARENILLAS SAÉZ, Manuel; LOUGHLIN, John; TOONEN, Theo A.J. (eds.): *La Europa de las Regiones. Una perspectiva intergubernamental*. Granada, Universidad de Granada, 1994, p. 149-172.
- NETO, Félix: *A migração portuguesa vivida e representada: contribuição para o estudo dos projectos migratórios*. Porto, Secretaria de Estado das Comunidades Portuguesas, 1986, 628 p.
- OECD: *Economic Surveys 1998-1999: Portugal*. Paris, 1999.
- PAZO LABRADOR, Alberto; SANTOS SOLLA, Xosé Manoel: *Poboación e territorio: as parroquias galegas nos últimos cen anos*. s.l., Difux, 1995, 390 p.
- REIMONDEZ PORTELA, Manoel: *O estatuto dos 16 polos seus protagonistas*. Vigo, Galaxia, 1979, 83 p.
- RUDOLPH, J.R.; THOMPSON, R.J. (eds.): *Ethnoterritorial Politics, Policy and the Western World*. London, Lynne Rienner, 1989.
- SAPELLI, Giulio: *Southern Europe since 1945: Tradition and Modernity in Portugal, Spain, Italy, Greece and Turkey*. London, Longman, 1995, 251 p.
- SEILER, Daniel-Louis: *Les partis autonomistes*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Que sais-je?, 1994, 127p.
- SEMINARIO DE ESTUDOS GALEGOS: *A muller na agricultura: IV xornadas agrarias galegas*. A Coruña, Castro, Cuadernos de Área de Ciencias Agrarias, n. 7, 1988, 223 p.
- SILVA E COSTA, Manuel: "Conscience religieuse et conscience sociale dans la société paysanne portugaise", *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tome 59, fasc. 2-3, avril-septembre 1988, p. 327-340.
- SOUTO GONZÁLEZ, X.M.: *Xeografía Humana*. Vigo, Galaxia, 1988, 223 p.
- TODD, Emmanuel: *L'invention de l'Europe*. Paris, Seuil, 1990, 537 p.
- VANDERMOTTEN, Christian: *Géographie politique*. Bruxelles, Presses Universitaires de l'Université Libre de Bruxelles, 1994-1995/96.
- VILAS NOGUEIRA, Xosé: "As primeiras eleccións o Parlamento Galego: a influencia do factor urbanización", *Revista Galega de Estudos Agrarios (separata)*, n. 7 et 8, 1982.
- VILAS NOGUEIRA, José: *Las elecciones autonómicas de Galicia (1981-1990)*. Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1992.
- VILLARES, Ramón: *A Historia*. Vigo, Galaxia, 1988, 266 p.
- WIARDA Howard J.: "Spain and Portugal", *Western European Party System*. s.l., Macmillan, 1980, p. 298-328.

XUNTA DE GALICIA: *Actas del II Coloquio galaico-minhoto*. Santiago de Compostela, vol. I, 14-16 de abril de 1984.

XUNTA DE GALICIA: *A autonomía galega (1846-1981)*. Santiago de Compostela, 1986, 483 p.

WISE, Mark: "The Atlantic Arc: Transnational European Reality or Regional Mirage?", *Journal of Common Market Studies*, vol.8, n. 5, December 2000, p. 865-890.